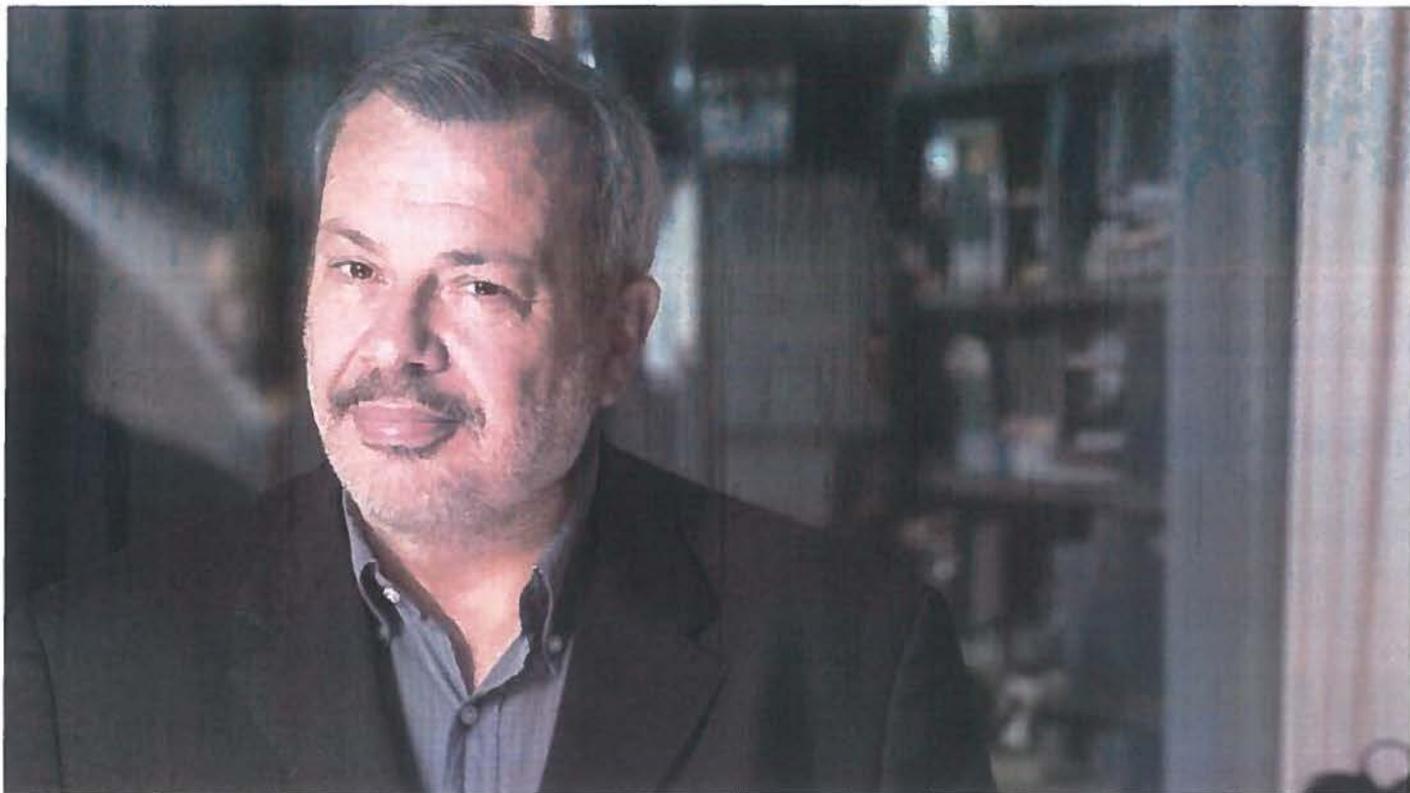


Périco Légasse : «La malbouffe ? L'humanité en crève !»

Par [Alexandre Devecchio](#) Publié le 23/07/2017 à 15:31



FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - A l'occasion de l'ouverture des États Généraux de l'Alimentation, Périco Légasse a accordé un entretien fleuve au Figaro-Vox. Pour lui, si aucune mesure concrète n'est prise à l'issue de cette concertation, ce n'est pas seulement le consommateur qui sera le grand perdant mais le pays tout entier.

**Périco
Légasse**

**À table
citoyens!**

Pour échapper
à la malbouffe et
sauver nos paysans

LE FIGARO VOIX LA TABLE

Périco Légasse est Rédacteur en chef à Marianne, animateur de «Manger c'est voter» sur Public Sénat, auteur de [«A table citoyens! Pour échapper à la malbouffe et sauver nos paysans»](#) (éditions du Cerf)

Se sont ouverts jeudi les États Généraux de l'Alimentation (EGA) censés se poursuivre jusqu'à la fin de l'année en présence du Premier ministre, du ministre de l'agriculture et de l'alimentation et des représentants des producteurs, des distributeurs et des consommateurs ainsi que des ONG et des élus. Quel est l'enjeu de cette grande concertation?

Périco légasse: Sur la symbolique, c'est un événement majeur. Ces Etats Généraux de l'Alimentation, suggérés depuis une vingtaine d'années par tous ceux qui se mobilisent autour de ces enjeux fondamentaux, voire réclamés par certains dès après la crise de la vache folle, arrivent bien tard mais au moins ce gouvernement passe-t-il à l'acte. Il va sans dire que, sans Nicolas Hulot, on en serait encore à la chimère. Puisque l'on organise des COP (Conferences of the

Parties) sur le climat, il est logique que l'on tienne aussi des EGA, tout cela étant lié. Surproduire pour surconsommer, et vice versa, tel est le credo du consumérisme néolibéral pour augmenter les profits du lobby agroalimentaire et ceux de la grande distribution. La formule peut paraître grandiloquente mais elle dit la stricte vérité. **Nous assistons à la financiarisation de notre alimentation par la création de besoins inutiles et dévastateurs dictés par les marchés et la publicité.** Un fléau qui dévaste notre agriculture, notre santé, notre environnement et réduit l'être humain au rang de chair à ingurgiter. La planète en crève, l'humanité en crève, car les dégâts sont calamiteux, mais qu'importe, les marchands de malbouffe et les marchands de médicaments, complices objectifs de ce système abominable (je vends de la maladie et toi tu la soignes avec l'argent de la sécu), cumulent des milliards de bénéfice. Nous transformons ce monde en camp de consommation. Et je pèse mes mots. Toute la société est interpellée. Tels sont les enjeux de ces Etats généraux.

Est-ce important que le ministère de l'Agriculture soit aussi celui de l'Alimentation?

Le retour du terme «Alimentation» à la suite d'Agriculture dans les titres du ministre concerné est essentiel pour bien cibler les enjeux de la politique agricole française. Une fois de plus, le signe est positif, reste à connaître le contenu de cette signification. Avec Stéphane Le Foll, la gauche l'avait retiré pour le remplacer par Agroalimentaire, avec un secrétariat d'Etat confié à Guillaume Garot. Je me souviens que lorsque Bruno Lemaire avait succédé Michel Barnier à l'hôtel de Villeroy il portait même le titre de ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture, dans cet ordre là. Cela n'a pas laissé grand souvenir.

Que peut-il en sortir?

Le citoyen blasé d'avoir tant attendu et tant espéré serait tenté de vous dire «rien», tant les montagnes à franchir sont immenses. La donne est exactement la même que pour la COP, dont on comprend chaque jour un peu plus la supercherie malgré l'engagement actif et sincère de Nicolas Hulot. Pour que ces merveilleuses résolutions aient un sens, il faut accepter, puis décider, de changer la donne. Or, la donne, que cela touche aux enjeux climatiques ou aux enjeux alimentaires, parfaitement liés, porte sur des intérêts financiers gigantesques tels, que l'on ne fixe jamais d'interdits déterminants. Les plus véhémentes incantations et toutes les professions de foi du monde ne valent rien si le contrat ne prévoit pas de sanctions ou de contrainte en cas de non respect des conventions et des engagements. Qui va menacer la Chine, la Russie ou les Etats Unis? **Les cris d'orfraie de ceux qui s'insurgent contre les déclarations d'un Donald Trump prenant ses distances avec la COP 21 relèvent de la tartufferie car tout le monde sait bien que les grands pollueurs ne tiendront pas, ou si peu, leurs promesses. Les Etats généraux de l'Alimentation, on a le droit, et même le devoir, d'y croire. Mais l'on demandera aussi à voir, et c'est là que nous jugerons de la sincérité de la démarche.**

Emmanuel Macron lors de sa campagne a martelé sa volonté de «garantir des prix justes pour que les agriculteurs puissent vivre de leur travail». Comment parvenir à cet objectif?

Voilà une grande idée, assortie d'une vraie mesure. Le Président de la République a toujours été très clair sur la question. Il ne lui reste plus qu'à demander au gouvernement de légiférer: Un, pour taxer les produits alimentaires importés dans des conditions de concurrence déloyale, y compris à l'intérieur de l'Union Européenne. Deux, pour interdire à la grande distribution de fixer elle-même les prix qu'elle consent à payer à l'industrie agroalimentaire, qui en répercute à son tour l'effet sur l'agriculture. Trois, pour encourager l'agroécologie de façon décisive en taxant les produits phytosanitaires de protection des plantes, formule élégante pour désigner les pesticides chimiques, afin de financer le développement d'une agriculture réellement durable. Ces trois décisions peuvent être prises dans l'année si Emmanuel Macron fait preuve de détermination politique active et non verbale. Il devrait sérieusement étudier le problème car présider un pays d'un tel potentiel agricole, dont deux cents agriculteurs se suicident chaque année devrait empêcher un chef d'Etat de dormir. Quelque chose me dit pourtant que rien ne changera cette année. J'espère me tromper.

Présider un pays d'un tel potentiel agricole, dont deux cents agriculteurs se suicident chaque année devrait empêcher un chef d'Etat de dormir.

Le rapport de force entre les producteurs et la grande distribution est-il déséquilibré? Comment rétablir l'équilibre?

Si le libéralisme qui nous régit était réellement libéral, les choses se réguleraient d'elles même. Nous sommes dans une situation classique basée sur l'offre et la demande, avec cette particularité tragique, que, contrairement à ce qui se produit dans un système d'échange libre et non faussé, ici c'est la demande qui fixe les prix et l'offre qui s'adapte. Avec cinq centrales d'achat concentrant 90% du marché (en se concertant souvent), pourquoi s'en étonner? Que dire d'un système où c'est le client qui impose ses prix au vendeur? Chaque année, le dernier jour de février, les comités de référencement, au cours desquels la grande distribution négocie les tarifs avec à ses fournisseurs, se révèlent être, soit un putsch commercial, soit une opération de racket, soit un chantage au déréférencement (plus subtilement appelé «mise en code 4»). L'an dernier, sur la question du prix du porc, le chantage fut si violent que le ministre de l'Agriculture dut prendre son téléphone pour mettre en garde un grand patron de la GD en lui disant que s'il ne retrouvait pas la raison l'affaire deviendrait politique. Les choses se sont bien terminées. Donc, pour rétablir l'équilibre, au lieu de téléphoner à un grand distributeur pour le calmer, il suffit de voter une loi calmante. La République a-t-elle le droit d'empêcher, tout du moins de limiter, le suicide de ses agriculteurs? Personne ne s'en offusquerait. Sauf la Commission européenne qui dénoncera aussitôt une l'entrave à la libre concurrence. A

A Bruxelles, on se scandalise qu'un gouvernement puisse fixer le prix du litre de lait pour éviter que les producteurs vendent à perte, mais quand l'un d'entre eux se pend, c'est le silence.

Bruxelles, on se scandalise qu'un gouvernement puisse fixer le prix du kilo de porc ou du litre de lait pour éviter que les producteurs vendent à perte, mais quand l'un d'entre eux se pend, c'est le silence. Sans doute une preuve de bon fonctionnement de la concurrence libre et non faussée... Quel que soit le sens dans lequel on le décrypte, Emmanuel Macron ne peut tolérer cela davantage.

Le consommateur risque-t-il d'être le grand perdant?

Le consommateur est toujours le grand perdant puisque c'est lui qui est en bout de chaîne. En fait, ce sont les deux extrémités de la chaîne qui payent. Si le gouvernement a décidé de réunir ces Etats généraux de l'Alimentation, c'est précisément pour trouver des solutions aux gabegies et aux aberrations qui ruinent les uns, rendent malades ou tuent les autres, éradiquent une forme de production vitale à la bonne santé économique du pays et abîment l'environnement. Si aucune mesure concrète, pratique, efficace et décisive n'est prise à l'issue de cette grande concertation, ce n'est pas seulement le consommateur qui sera le grand perdant mais le pays tout entier. Toutefois, je le redis, les solutions passent par une remise en cause fondamentales des principes qui régissent les marchés alimentaires et cette remise en cause est actuellement inacceptables pour les lobbies.

Ce type de concertation a-t-il un sens hors du cadre européen? Quid de la politique agricole commune?

De fait, ces Etats généraux devraient être élargis à l'Union Européenne toute entière, et l'on y viendra forcément quand les dirigeants de l'Europe seront confrontés aux drames qui s'annoncent. La principale entrave aux solutions possibles est à Bruxelles. C'est la Commission Européenne qui a la main mise sur tout ce qui touche à la régulation des marchés. Elle le fait évidemment sous le contrôle du gouvernement allemand dont les intérêts sont exactement contraires aux nôtres. Un simple exemple: **L'Allemagne s'est lancée il y a quelques années dans la production porcine ultra industrielle, réactivant les immenses usines à cochon de l'ex RDA, avec des unités de 25 à 30.000 bêtes. Le personnel qui travaille dans ces porcheries et ces abattoirs vient de Pologne, de Bulgarie ou de Roumanie, auquel on applique le statut social fixé par la directive sur les travailleurs détachés.** On imagine les ravages que cela occasionne chez nos éleveurs quand ce porc arrive par centaines de milliers de tonnes sur le marché français, à la demande d'une grande distribution bien décidée à payer le moins cher possible, non pour plaire à sa clientèle, honteusement bernée, mais pour arrondir ses marges. **Comment faire comprendre à un employé de la filière porcine bretonne que lorsqu'il choisit le jambon le moins cher dans sa grande surface, il économise quelques centimes par tranche, mais qu'il scie également la branche sur laquelle repose son emploi?**

L'Allemagne s'est lancée il y a quelques années dans la production porcine ultra industrielle...Le personnel qui travaille dans ces porcheries vient de Pologne, de Bulgarie ou de Roumanie.

Qui est Stéphane Travert, le nouveau ministre de l'Agriculture?

Je ne l'est jamais rencontré. Si l'on s'en tient au cafouillage sur les néonarcotinoïdes, il y a inquiétude, mais en vertu du droit à la première erreur, tournons la page. Stéphane Travert est un élu de la Manche, dans une circonscription rurale, au cœur du Cotentin, où l'activité laitière est l'un des fleurons de l'agriculture française, et où, pourtant, de méritants éleveurs connaissent de graves difficultés. L'homme connaît bien ces dossiers et je le sais conscient de ces enjeux. Il a la chance d'avoir pour prédécesseur son camarade de parti, le socialiste Stéphane Le Foll, qui s'avère être à ce jour le plus grand ministre de l'Agriculture de la Ve République (au royaume des aveugles les borgnes sont rois...), en tous cas celui qui a le plus agi pour résoudre la détresse de nos agriculteurs

malgré l'ingratitude générale dont il a été victime. Votée en 2014 par le parlement, sa loi d'avenir agricole et son programme d'agroécologie doivent être impérativement poursuivis, améliorés et amplifiés.

Vous avez l'habitude de dire que manger est un acte politique. Pourquoi?

Parce qu'aujourd'hui, informé, interpellé, concerné, impliqué comme il l'est par les réalités du moment, le consommateur, surtout quand il s'alimente, ne peut plus ignorer les impacts et les conséquences d'un mauvais choix, ni l'espoir que suppose un bon choix. Si l'individu isolé ne pèse plus rien aujourd'hui face aux enjeux d'une globalisation qui décide de tout sur tout à notre place quant aux phénomènes économiques et sociaux, il est encore un levier que le citoyen consommateur peut actionner trois fois par jour pour inverser le cours des choses, selon ce qu'il décide de mettre dans son assiette. Le principal budget familial doit redevenir l'alimentaire car c'est la survie de notre monde qui en dépend. L'utile doit remplacer le futile. Avec 72 milliards d'actes alimentaires par an (3 repas quotidiens multipliés par 66 millions d'habitants sur 365 jours...), si seulement 10, ou 15, voire 20% des consommateurs acceptent de repenser la façon dont ils se nourrissent, lisent les étiquettes pour savoir si tel aliment favorise ou non un système de production durable, permet à nos paysans de vivre, soutient notre économie, fait du bien à la santé et favorise le goût juste, alors une révolution se mettra en marche. Il est scandaleusement faux de dire que bien manger coûte plus cher car c'est mal manger qui coûte très cher. Pourvu que ceux qui le peuvent, et je ne m'adresse pour l'heure qu'à ceux là, prennent un peu de temps pour les achats et préparer le repas à la maison, alors tout est bouleversé. Une omelette aux champignons ou une soupe poireaux et pommes de terre, ce n'est ni long, ni difficile, ni cher. Consommer est devenu un acte citoyen, donc, oui, manger c'est voter. Et le plus urgent est bien sûr de l'apprendre à l'école. Puisqu'il est question de rétablir l'instruction civique, il est tout aussi essentiel d'instaurer l'instruction de la bonne consommation citoyenne. Voilà ce qui doit être est au cœur des ces Etats généraux de l'alimentation.

Est-ce plus vrai que jamais aujourd'hui?

Quand un paysan se pend parce qu'il ne peut plus vivre de son litre de lait ou de son kilo de cochon, quand le commerce de proximité met la clé sous la porte et que l'artisanat créateur d'emploi dépose son bilan parce qu'une grande surface s'est agrandie détruisant tout sur son passage, quand nos rivières sont polluées et que nos oiseaux ne chantent plus, quand la tomate et la fraise marocaines bourrées de pesticides, ramassées par des demi esclaves, ruinent nos agriculteurs, quand nos cantines scolaires gavent nos enfants de faux sucres et de mauvais gras, quand les usines à malbouffe envoient des centaines de milliers de gens chaque année en chimiothérapie, quand les spots de pub alimentaires multiplient par dix le diabète et l'obésité en creusant un peu plus le trou de la sécu et **quand 87% des 12/17 ans ne savent pas reconnaître une courgette ou une carotte, ne savent pas que le yaourt vient du lait et le jambon du cochon, alors oui, je pense plus que jamais que manger c'est voter.**

Quand les usines à malbouffe envoient des centaines de milliers de gens chaque année en chimiothérapie, alors oui, je pense plus que jamais que manger c'est voter.